



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 31 octobre 2008

Les agriculteurs ne veulent pas être des « green-keepers »

L'Union suisse des paysans (USP) est opposée à un nouveau déplacement des paiements directs au profit de la surface. Le système actuel a largement fait ses preuves. L'USP soutient cependant des adaptations ponctuelles qui permettraient de remédier aux faiblesses existantes.

Le Parlement a donné mandat à l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) d'examiner le système des paiements directs accordés à l'agriculture. L'objectif était de rechercher les failles de l'actuelle clé de répartition. L'OFAG a non seulement procédé à cet examen, mais il a immédiatement formulé une nouvelle proposition. Le problème, c'est qu'au lieu d'éliminer les désagréments du système actuel, celle-ci les renforce encore. Ainsi, l'OFAG veut attribuer plus d'argent aux surfaces. Posséder du terrain deviendra donc à l'avenir une activité lucrative, que l'agriculteur y produise quelque chose ou qu'il ne lui voue qu'un minimum d'entretien. Concrètement, une telle situation va conduire à ce que chacun défende sa propriété. Les structures vont se figer et la croissance des exploitations désirée aussi par le monde politique en sera freinée. L'agriculture deviendra toujours plus le « green-keeper » de la Suisse, au lieu de produire des denrées alimentaires pour la population et des matières premières pour l'industrie de transformation. L'Union suisse des paysans estime cette réorientation contraire au bon sens, ce qu'elle a communiqué cette semaine à l'OFAG dans une prise de position relative au développement du système des paiements directs. Elle est convaincue que la proposition de l'OFAG n'est pas favorable à la population et au contribuable.

Renseignements:

*Sandra Helfenstein, porte-parole de l'USP, tél. 056 462 52 21, portable 079 826 89 75
www.sbv-usp.ch*